



Syndicat **C.G.T** des personnels des associations

Léo LAGRANGE

✍ 14/16 rue des Lilas 75019 PARIS

✉ syndicat@cgt-leolagrange.fr

Tel : 01 88 33 95 38

<https://www.cgtleolagrange.fr>

COMMUNIQUE

JUSTICE POUR TOUS

Le 27 juin 2023, à Nanterre, un jeune homme de 17 ans, Nahel, a été abattu à bout portant un policier. Les images diffusées, et leur bande sonore, ne laissent aucun doute sur les intentions meurtrier. La CGT tient à présenter ses plus sincères condoléances à la famille de Nahel.

Depuis cet évènement tragique, les quartiers populaires de notre pays, et au-delà tout le spectre de la résistance au macronisme fascisant, s'est soulevé face à cette injustice, énième mise à dite « légitime » vue d'en haut, et vécue à juste titre comme profondément illégitime par ceux d'en bas.

La révolte en cours n'est pas à proprement parler spontanée : Le meurtre de Nahel, qui suit celui de nombreux autres, est le produit d'une politique de répression de plus en plus marquée par la surenchère de l'extrême-droite. Cette répression est quotidienne dans des quartiers où la misère, la précarité et le chômage bouchent catégoriquement l'avenir de la jeunesse. Et quand celle-ci est racisée », c'est la double peine.

Dans le même temps, le gouvernement, qui n'a aucune volonté de résoudre la crise sociale puisqu'il saccage les droits des travailleurs, prétend faire travailler les misérables au RSA, nous inflige deux ans fermes de force, détruit méthodiquement l'hôpital, ruine sciemment nos services publics et casse notre sécurité sociale, dans le même temps ce gouvernement comme les précédents procède à une grande diversion pour tenter de masquer ses forfaits.

Le problème serait l'immigré, l'Arabe, le Noir, le musulman, le pauvre, etc.

Ce discours, repris massivement par des médias de plus en plus achetés par les idées nauséabondes de milliardaires pariant sur le fascisme pour garantir leurs profits, ce discours est entendu par les travailleurs, et en particulier par celles et ceux d'entre nous qui galèrent dans la précarité, le chômage et l'absence de perspective.

« Bavures » policières, contrôles quotidiens, stigmatisation quotidienne, racisme d'État, et voulez-vous qu'il advienne ?

Comment pouvons-nous, en tant que CGT, appréhender autrement ce qu'il se passe ?

Nous avons eu droit, comme les Gilets Jaunes, à une répression féroce de nos manifestations et de nos piquets de grève ? Nous voyons de plus en plus d'associations, de militant violentés, gardés à vue, inquiétés, menacés, à la fois par l'appareil d'État et par les milices fascistes ? Nous qui voyons le droit de grève et plus généralement le droit syndical reculer ?

Existe-t-il un 49.3 pour « mater » les révoltes ?

Ce qui inquiète le pouvoir politique au service exclusif du patronat, ce ne sont pas nos conditions réelles d'existence, ni nos salaires trop bas, ni nos souffrances au travail, ni le sort de nos anciens dans la misère, ni l'avenir de nos jeunes, ce qui les inquiète c'est la résistance que nous pouvons opposer collectivement à une politique détestée et détestable, autoritaire et fascisante.

Les attaques contre la Ligue des Droits de l'Homme et l'association Anticor, la dissolution du collectif « Les soulèvements de la terre » en sont des illustrations inquiétantes et manifestes. Tout est fait pour nous écraser, et c'est ce tout-là qui est à l'origine de la révolte en cours.

Voilà pourquoi la CGT exige du gouvernement qu'il cesse séance tenante de jeter de l'huile sur les feux qu'il allume. Que cesse ce mépris antidémocratique et que l'extrême-droite soit remise à sa place. Cela passe par une enquête rapide et objective sur la mort de Nahel, par l'abrogation de la loi de 2017 sur la « légitime défense ».

La CGT demande l'abrogation de la loi de 2017 qui autorise la police à tirer en cas de refus d'obtempérer et créer une autorité de contrôle de la police réellement indépendante.

POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE !

Créer d'urgence **un plan de renforcement et de financement des services publics** à hauteur des besoins sur tout le territoire, dans une perspective de justice et de mixité sociale ;

Donner à l'école les moyens matériels et humains de permettre à chaque enfant, où qu'il ou elle grandisse en France, de devenir un·e adulte libre et responsable pour se réaliser pleinement en tant que personne, sur son lieu de vie comme au travail ;

Résoudre la crise sociale et politique qui s'exprime en France sous diverses formes depuis plusieurs années maintenant, avec des actes de solidarité, de revalorisation du travail et de lutte contre la précarité à rebours des politiques menées par le gouvernement.

Un Smic à 2000 bruts (15 € de l'heure) pour répondre aux besoins élémentaires incompressibles. Une augmentation automatique de toutes les grilles de salaires dans les branches, dès lors que le Smic est réévalué (revendication CGT d'une échelle mobile des salaires). L'ouverture immédiate des négociations salariales dans les branches, les entreprises pour l'augmentation générale des salaires ;

L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes pour éradiquer durablement cette discrimination. Nous demandons des sanctions vis-à-vis des entreprises ne respectant pas cette obligation. Selon l'Insee, l'écart de salaire demeure à 28,7 % ;

La reconnaissance des diplômes dès l'embauche, le paiement de la qualification à la même hauteur, quel que soit le secteur dans lequel on travaille ;

Un revenu de remplacement pour tou·te·s les privé·e·s d'emploi au minimum au niveau du Smic. Actuellement, un·e chômeur·se sur deux n'est pas indemnisé·e ;

L'augmentation des pensions des retraité·e·s avec un niveau minimum de 2 000 € brut ;

Une allocation d'autonomie pour les étudiant·e·s et les jeunes en recherche d'un premier emploi et une augmentation des salaires pour les apprenti·e·s ;

L'encadrement à la baisse des loyers et le plafonnement de la quittance (loyer + charges) à 20 % du revenu des ménages ;

La baisse de la TVA à 5,5 % sur les produits de première nécessité, notamment l'alimentaire et l'énergie

La retraite à 60 ans, retour à un départ à 60 ans

L'arrêt des exonérations de cotisations sociales et fiscales ainsi que le conditionnement des aides publiques aux entreprises.

Créer d'urgence **un plan de renforcement et de financement des services publics** à hauteur des besoins sur tout le territoire, dans une perspective de justice et de mixité sociale ;

Donner à l'école les moyens matériels et humains de permettre à chaque enfant, où qu'il ou elle grandisse en France, de devenir un·e adulte libre et responsable pour se réaliser pleinement en tant que personne, sur son lieu de vie comme au travail ;

Résoudre la crise sociale et politique qui s'exprime en France sous diverses formes depuis plusieurs années maintenant, avec des actes de solidarité, de revalorisation du travail et de lutte contre la précarité à rebours des politiques menées par le gouvernement